



Urgence !

Ça ne va pas trop bien pour l'emploi dans notre département, dans la Fonction Publique comme dans le privé.

Dans les fonctions publiques où le cancer de la précarité s'est développé à grande vitesse, des centaines de postes de personnels précaires disparaissent et disparaîtront, ni vu ni connu, dans notre département, en plus des centaines de postes de titulaires annoncées.

La prise en charge des personnels précaires est encore largement insuffisante chez nous.

Dans le privé, 1 500 salariés en CDD sont apparus dans les chiffres, bien lacunaires, de feue l'ANPE à la fin du mois de décembre, dans le département. En novembre, par exemple, l'ASSEDIC a radié 2940 personnes dont seulement 641 avaient retrouvé du travail. Cela fait un sacré paquet de misère sociale qui s'accumule.

Le 15 janvier, le conseil des prud'hommes de Pau a fait sa rentrée et les informations données lors de cette audience de rentrée sont inquiétantes.

La mise à mort du tribunal d'Oloron alourdit le travail du conseil de Pau, et probablement un peu aussi celui de Bayonne. La justice du travail s'éloigne pour un nombre croissant de salariés.

Le procureur de la République lui-même remarque que, depuis deux ou trois mois, les conseils reçoivent un nombre croissant de plaintes pour non-paiement des salaires et pour travail dissimulé.

Tout montre qu'il est indispensable de parvenir à rassembler les salariés partout où ils travaillent, et à rassembler leurs revendications de façon convergente pour exiger un changement.

La journée de manifestation de ce samedi 17 janvier pour défendre l'Ecole a rassemblé environ 500 personnes dans le département.

Quand on constate l'avalanche des mauvais coups, quand on est si près du CTPA et du CTPD, quand les moyens arrivent très amaigris dans les établissements, quand on annonce de nouvelles suppressions de postes à l'école primaire et maternelle alors que les effectifs augmentent, quand le collège est en train de crever d'étouffement et ses enseignants d'étouffer de colère et d'impuissance en constatant le gâchis pédagogique, humain, salarial, quand l'enseignement professionnel est en passe de se dissoudre dans l'apprentissage en embarquant avec lui l'enseignement technologique, quand on semble attendre la réactivation de la « réforme » du lycée en faisant semblant de croire que son report

égale son abandon, quand l'université de Pau et des Pays de l'Adour est en train d'implorer sous l'effet de l'arme binaire Péresse, on ne peut que se dire qu'il y a quelque chose qui nous échappe. Puisque nous ne parvenons pas à rassembler mieux les salariés. Mais qui n'échappe pas au pouvoir.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas seulement l'affaiblissement sévère de l'organisation syndicale qui est à craindre, c'est celui de l'Ecole elle-même, des services publics eux-mêmes. Le pouvoir trouve que notre société est encore trop égalitaire. Il n'a pas fini son sale boulot.

Il est cependant possible de les arrêter. Si nous nous y mettons tous ensemble, et si nous arrêtons de simplement le proclamer.

Ce n'est plus de l'urgence, c'est de l'extrême urgence.

Notre travail de syndicaliste unitaire et organisateur d'action est de faire passer cette urgence et de rassembler, rassembler.

Travailler partout, dans toutes les administrations et établissements, à mobiliser les personnels pour la journée d'action et de grève du 29 janvier. En partant du concret local et en soulignant que nous sommes parvenus, au prix d'énormes difficultés, à construire ce mouvement interprofessionnel public/privé qui doit être gigantesque le 29 janvier. Il en va des conditions de travail et de vie de tous les salariés, actifs, retraités, précaires.

URGENCE !

U&A FSU 64, le 18 janvier 2009

